

<https://snetap-fsu.fr/Affaire-Mila-liberte-egalite-fraternite-pour-toutes-et-tous.html>



# Affaire Mila : liberté, égalité, fraternité pour toutes et tous.

- Les Dossiers - Vie fédérale -



Date de mise en ligne : jeudi 20 février 2020

---

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

---

**Pour la FSU**, les attaques contre la jeune lycéenne Mila, les insultes homophobes, les appels au meurtre ou au viol qu'elle a subis, sont inadmissibles. Elle est la victime. Et il est intolérable qu'elle ait été menacée au point de devoir être déscolarisée et déplacée de son établissement pour garantir sa sécurité.

En France, nul ne doit être inquiété pour ses opinions, quelles qu'elles soient, politiques, philosophiques, religieuses ou anti-religieuses.

La FSU rappelle son attachement à la construction et à l'exercice de l'esprit critique. Son affaiblissement est un objectif de toutes les forces conservatrices.

Évidemment, les individus doivent être respectés dans leurs choix mais ils ne peuvent prétendre interdire la critique ou le blasphème.

Malheureusement, l'instrumentalisation à des fins de discrimination de la laïcité par l'extrême droite et autres réactionnaires, dont les cibles sont trop souvent les personnes de confession musulmane ou désignées comme telle, ne facilite pas le débat. La FSU a toujours dénoncé cette instrumentalisation, les discours et les actes ignobles fondés sur le rejet d'une religion ou d'une autre, susceptibles de provoquer des passages à l'acte violents. Ces faits, les discriminations, les incitations à la haine et tous les racismes relèvent de la réponse pénale et d'une mobilisation sans faille dans laquelle nous sommes pleinement engagés.

Dans notre démocratie, les religions, comme tous les choix idéologiques ou spirituels, peuvent et doivent être soumis à l'analyse critique, à la discussion, à la dispute, à la caricature, quand bien même les mots choisis pour le faire ne conviennent pas à tous. Aucune option spirituelle, y compris religieuse, ne peut exiger un traitement particulier qui donnerait un statut d'exception aux idées qu'elle défend. Le cadre de l'exercice de l'esprit critique ne doit pas être fixé par une famille de pensée, une religion, ou un courant se revendiquant de celles-ci.

Les principes et valeurs de la République sont affaiblis quand elle n'est plus à la hauteur de ses engagements sur les plans économiques, sociaux et culturels. Dans ce contexte, l'école publique, où l'apprentissage de la critique est un enjeu fondamental, est au premier plan, elle doit donc recevoir les moyens lui permettant de participer à l'incarnation des ambitions républicaines, intellectuelles et matérielles.

Les Lilas, le 18 février 2020.